



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

ROUEN, le 27 OCT. 2006

*Gracie fait
B.T*

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Affaire suivie par M. Willy PREVOST
Dossier n° 2004/0817

☎ 02 32 76 52 57 - WP/DR

☎ 02 32 76 54 60

✉ : Willy.PREVOST@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET

De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

SNC SOMACO

SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE

Renouvellement d'autorisation d'exploitation d'une carrière de craie

VU :

Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.511.1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Les arrêtés préfectoraux des 23 octobre 1978, 23 mars 1987 et 13 octobre 1998 autorisant la SNC SOMACO, dont le siège social est Chemin des Prairies – 76580 LE TRAIT, à exploiter une carrière de craie située sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE, au lieu-dit « Les Grands Bois »,

La demande en date du 26 juillet 2004 complétée le 8 mars 2005 par laquelle la SNC SOMACO sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 29 août 2005 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 4 octobre 2005 au 4 novembre 2005 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Jean MARICOT comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE, ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du directeur, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

L'avis du directeur régional de l'environnement,

L'avis du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,

L'avis du conservateur régional de l'archéologie,

L'avis du directeur du Parc Naturel Régional des Boucles de la Seine Normande,

Les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mai 2006,

La lettre de convocation à la commission départementale des carrières en date du 19 juin 2006,

La délibération de la commission départementale des carrières en date du 28 juin 2006,

La transmission du projet d'arrêté faite le 18 août 2006,

CONSIDERANT :

Que par demande en date du 26 juillet 2004 complétée le 8 mars 2005, la SNC SOMACO, dont le siège social est Chemin des Prairies – 76580 LE TRAIT, sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière de craie située sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE, au lieu-dit « Les Grands Bois »,

Que les caractéristiques de l'exploitation sont inchangées par rapport à celles prévues dans l'autorisation initiale,

Qu'au cours de l'instruction du dossier, l'ensemble des avis des services consultés est favorable au projet,

Que les dispositions prises ou envisagées sont de nature à pallier les risques et les nuisances, notamment en matière de réaménagement,

Que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies dans les prescriptions annexées au présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de l'environnement,

Que la SNC SOMACO a justifié ses capacités techniques et financières et que des garanties financières seront constituées et remises lors de la déclaration de début d'exploitation,

Qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article L-512.3 du Code de l'Environnement,

ARRETE

Article 1 :

La SNC SOMACO, dont le siège social est Chemin des Prairies – 76580 LE TRAIT, est autorisée à poursuivre l'exploitation, à ciel ouvert, d'une carrière de craie située sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE, au lieu-dit « Les Grands Bois », sur une superficie de 3 ha 72 a.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation annexées au présent arrêté.

Article 3 :

Une copie du présent arrêté devra être conservée par l'exploitant, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible sur le site de l'exploitation.

Article 4 :

La carrière demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 5 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

Article 6 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra présenter aux services préfectoraux une demande d'autorisation dans les formes prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé dans le délai de 6 mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

Article 7 :

Conformément à l'article L.514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter du jour où ledit acte a été notifié.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité, de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet, effectuée sous forme d'avis dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

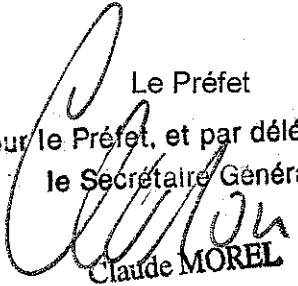
Article 8 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général

Claude MOREL

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

EN DATE DU 27 OCT. 2006

SNC SOMACO

SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 27 OCT. 2006

ROUEN, le : 27 OCT. 2006

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général

Claude MOREL

Chapitre 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Autorisation

La SNC SOMACO, dont le siège social est Chemin des Prairies au Trait (76580), est autorisée à poursuivre l'exploitation, à ciel ouvert, d'une carrière de craie située sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE, au lieu dit « Les Grands Bois », sur une superficie d'environ 3 ha 72 a.

1.2 : Rubriques de classement au titre des installations classées

Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes des installations classées pour la protection de l'environnement :

| Nature de l'activité | Caractéristiques | Rubrique de la nomenclature | Régime |
|---|--|-----------------------------|--------------|
| Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du code minier | - surface totale autorisée : 3 ha 72 a - surface totale à exploiter : 44 a - production moyenne annuelle : 15 000 m ³ - production maximale annuelle : 30 000 m ³ | 2510-1° | Autorisation |

1.3 : Caractéristiques de la carrière

- références cadastrales et territoriales : commune de SAINT PIERRE DE VARENCEVILLE, lieu-dit « Les Grands Bois »

| Cadastre | COMMUNE | Superficie autorisée |
|------------------------|------------------------------|----------------------|
| Numéro de parcelle 415 | SAINT PIERRE DE VARENCEVILLE | 1 ha 91 a 75 ca |
| Numéro de parcelle 416 | SAINT PIERRE DE VARENCEVILLE | 1 ha 08 a 25 ca |
| TOTAL | | 3 ha 72 a 00 ca |

- périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au 1/5000^{ème} précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté [annexe]

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait de craie est 30 000 m³

- tonnage total de produits à extraire autorisé :

La quantité totale à extraire autorisée est d'environ 55 000 m³.

1.4 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

1.5 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation présenté le 26 juillet 2004 et complété le 8 mars 2005 sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état mentionné au 3.4.1 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en date du 26 juillet 2004 en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

1.6 : Conditions de nullité du présent arrêté

La présente autorisation sera périmée si elle n'est pas utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou si l'exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. L'exploitation ne pourra alors reprendre qu'après nouvelle autorisation.

1.7 : Droits des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

1.8 : Taxe unique

La société est assujettie à la taxe générale sur les activités polluantes en application de l'article 266 sexies 1-8 du Code des Douanes.

1.9 : Modification des conditions d'exploitation

Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

1.10 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.11 : Fin d'exploitation

L'exploitant adresse au préfet et en trois exemplaires au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées,
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 (repris à l'article L. 511-1 du code de l'environnement), et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

1.12 : Déclaration des accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

De plus, l'exploitant doit déclarer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, tout accident du travail ayant donné lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours.

1.13 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

1.14 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90 et 107 du code minier,
- le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des carrières,
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

Chapitre 2 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES A L'EXPLOITATION

2.1 : Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.2 : Bornage

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Des bornes de nivellement clairement identifiables, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doivent également être posées et leurs cotes évaluées.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

2.3 : Suivi des eaux souterraines

Des travaux visant à protéger et à surveiller la qualité des eaux souterraines pourront être effectués par le pétitionnaire sur demande de l'inspection des installations classées.

2.4 : Eaux de ruissellement

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter le ruissellement d'eau sur le VC 11. A cet effet, il est créé un fossé collecteur sur le site, au pied du versant boisé se déversant dans une mare créée au niveau du fond de fouille.

■ 2.5 : Aménagement paysager

Un merlon boisé en bordure du VC 11 et du GR sur toute la longueur de la carrière doit être maintenu (ou créé si nécessaire) pendant toute la durée des travaux.

2.6 : Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est réglée conformément à l'article L. 138-8 du Code de la Voirie Routière.

2.7 : Directeur technique – Consignes – Prévention – Formation :

La titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

De manière générale, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclarée préalablement au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et les dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie.

Chapitre 3 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

3.1 :

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective en deux passes, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé. Le transport des terres par poussage doit être limité autant que possible.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux ou utilisés immédiatement pour le réaménagement coordonné.

La surface recevant les terres de découverte doit être préalablement préparée de façon appropriée. Une pente générale de drainage supérieure à 0.5 % doit notamment lui être donnée.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sans compactage en merlons peu épais et sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Si la durée de stockage des terres est supérieure à 6 mois, les merlons sont engazonnés immédiatement après la mise en dépôt.

3.2 : Patrimoine archéologique.

Aucune opération d'archéologie préventive n'ayant été prescrite au titre de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 sur l'emprise de l'exploitation, la société exploitante n'est donc soumise à aucune contrainte relevant des procédures d'archéologie préventive à ce jour.

Cette situation ne signifie pas qu'aucun vestige archéologique n'est présent à l'intérieur des emprises de la carrière. Des découvertes restent envisageables. Au cas où de telles découvertes se produiraient lors des travaux de décapages ou d'extraction, leur traitement relèvera de la loi du 17 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques, et en particulier de son titre III relatif aux découvertes fortuites.

L'exploitant veillera à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

3.3 : Exploitation

3.3.1. Organisation de l'extraction

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

L'exploitation de la carrière s'effectue de 8 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, au moyen d'engins mécaniques sans utilisation d'explosifs.

3.3.2. Epaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 15 mètres.

Le gisement ne sera pas exploité en dessous de la cote du VC 11 (à l'exception de la zone de la mare) soit d'ouest en est de 13 m NGF à 21m NGF.

3.3.3. Front d'exploitation

Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur qui ne pourra être inférieure à 5 m sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établie conformément au règlement général des industries extractives. Le front de taille sera constitué de 2 gradins, chaque gradin aura une hauteur maximale de 7 mètres. L'angle de sa paroi ne sera pas supérieur à 45° par rapport à l'horizontale.

3.4 : Circulation des engins

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. En particulier, les roues doivent être nettoyées avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site.

3.5 : Plans

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/2500^{ème} **envoyé à l'inspection des installations classées**, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter.

Chapitre 4 : REMISE EN ETAT

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de réaménagement final annexé au présent arrêté [annexe].

Le réaménagement des terrains sera effectué conformément aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation.

La remise en état du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- pour la zone amont (0,8 ha) déjà réaménagée : plantation d'arbres supplémentaires,
- création d'une zone boisée de 0,7 ha
- ensemencement sur 1,5 ha du site,
- la mise en sécurité des fronts de taille,
- aménagement d'une zone dépressionnaire temporairement humide (0,3 ha)
- maintien d'une zone de substrat crayeux sur 0,3 ha,
- purge des blocs instables des fronts de taille
- création de piège à cailloux en pied des zones d'éboulis,
- maintien de la clôture en haut de front de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Un bureau spécialisé en génie écologique effectuera le suivi du réaménagement du site.

Le réaménagement final comprendra également le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site.

Chapitre 5 : GARANTIES FINANCIERES

Des garanties financières devront être constituées afin de répondre de la remise en état maximale du site par une entreprise extérieure.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, feront l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou d'une société d'assurance.

5.1 : Montant des garanties financières

Le **montant de référence C_r** des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale est de 76 763,34 euros.

5.2 : Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation ou toute autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières (augmentation du coût de remise en état) doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du **montant de référence** des garanties financières.

5.3 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance

Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site de la phase en cours.

5.4 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01, pour tenir compte de l'érosion monétaire ou du taux des taxes applicables.

L'indice TP01 de référence I_r est celui de novembre 2004 soit 515,8

Le taux de TVA de référence TVA_r est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_r)$$

C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n , I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

5.5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

5.6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Chapitre 6 : SÉCURITÉ

6.1 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

6.2 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

6.3 : Risques

Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le site doit être accessible aux engins de secours.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours, etc.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des matériels de protection individuelles (casques, etc.) adaptées aux risques présentés par l'installation doivent être utilisés sur le site. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Chapitre 7 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

7.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues en permanence.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

7.2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées.

7.3 : Pollution des eaux

Il ne sera réalisé sur le site aucun stockage de liquides inflammables, ni ravitaillement ou entretien des engins de chantier.

Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

Un fossé doit être maintenu sur tout le pourtour de la carrière afin de collecter les eaux de ruissellement et éviter que celles-ci ne se déversent sur la voirie. Ce fossé se déversera dans un bassin de décantation de 250 m³ qui par surverse se jettera dans une mare située en fond de fouille.

Le pompage et le rejet d'eau de nappe sont interdits.

7.4 : Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes sont arrosées par temps sec.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

En cas de dépôt de poussières liées à l'exploitation de la carrière, le long des façades des habitations du hameau de l'Anerie, l'exploitant prendra toutes les dispositions pour les supprimer.

7.5 : Déchets

Il ne doit pas être stocké de déchets sur le site.

La carrière et ses abords sont régulièrement entretenus.

7.6 : Bruits

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour celui-ci.

Les bruits émis par l'exploitation ne doivent pas engendrer, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces mêmes locaux, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés |
|--|--|
| Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) |
| Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) |

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limite de l'exploitation est de 65 dB(A)

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L. 571-2 du Code de l'Environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf ceux prévus par le Règlement Général des Industries Extractives ou si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Pour les engins de chantier devant être équipés d'un dispositif avertisseur actionné automatiquement par l'enclenchement de la marche arrière, le recours à un système non sonore est souhaitable.

L'exploitant fait réaliser tous les 2 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Chapitre 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 : Commission Locale de Concertation et de Suivi

A l'initiative de l'exploitant, une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est instituée. Cette commission se réunit à l'initiative de l'exploitant, au plus tard 3 mois après la notification de l'arrêté et ensuite tous les 2 ans et peut se réunir sur la demande d'un des membres de cette commission. Sa composition est, au minimum :

- un représentant de l'industriel exploitant,
- des représentants des élus locaux,
- des représentants des riverains et des associations locales,
- des représentants des propriétaires des terrains,
- un représentant du conservatoire des sites,
- un représentant de la DRIRE.

L'exploitant dresse un bilan exhaustif de l'état d'avancement du réaménagement à l'occasion de chaque réunion de la commission locale de concertation et de suivi.

La commission a pour objectifs d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants.

La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection des installations classées.

8.2 : Enquête annuelle

L'exploitant transmet chaque année à l'inspection des installations classées, avant le 1er février de l'année $n + 1$, un bilan d'activité de l'année n ainsi que les documents et plans demandés avec celui-ci. Ce bilan est réalisé en complétant le questionnaire édité chaque année par l'inspection des installations classées.

Ce questionnaire est disponible auprès de l'inspection des installations classées.

Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n .

8.3 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

8.4 : Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L. 514-11 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs,

- l'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement,
- le préfet fait appel aux garanties financières soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

8.5 : Permis de construire

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

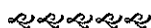
Chapitre 9 : ECHEANCIER ET DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

9.1 : Echancier

| Article | Nature | Echéance |
|---------|--|--|
| 2.1 | Affichage réglementaire à l'entrée de l'exploitation | Dès la notification de l'arrêté |
| 2.2 | Bornage du périmètre de l'autorisation Mise en place et cotation de bornes de nivellement | Dès la notification de l'arrêté |
| 2.6 | Aménagement des accès et signalisation | Avant la déclaration de début d'exploitation |
| 2.7 | Elaboration d'un document de sécurité et de santé | Avant la déclaration de début d'exploitation |
| 6.3 | Entretien et vérification des équipements de lutte contre l'incendie | Tous les ans |
| 7.6.3 | Contrôle des niveaux sonores | tous les 2 ans |
| 8.1 | Organisation d'une commission locale de concertation et de suivi | 3 mois après la notification de l'arrêté d'exploitation, puis tous les 2 ans |

9.2 : Documents à transmettre à la DRIRE

| Article | Documents | Périodicité/Echéance |
|---------|--|--|
| 2.7 | Déclaration des entreprises extérieures | Avant toute intervention de l'entreprise sur le site <i>Les entreprises susceptibles d'intervenir dans l'année sur le site, et ce de manière régulière, peuvent faire l'objet d'une seule déclaration renouvelée tous les ans</i> |
| 2.7 | Déclaration du directeur technique | Après la notification de l'arrêté |
| 3.9 | Plan à jour de l'exploitation | Tous les ans |
| 8.2 | Bilan d'activité de l'année écoulée | 1er février année n+1 |
| 1.13 | Déclaration des accidents et des incidents | Adresser annuellement un récapitulatif des accidents survenus. En cas d'accident grave, en informer le DRIRE dans les meilleurs délais |



Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 27 OCT. 2006

ROUEN, le : 27 OCT. 2006

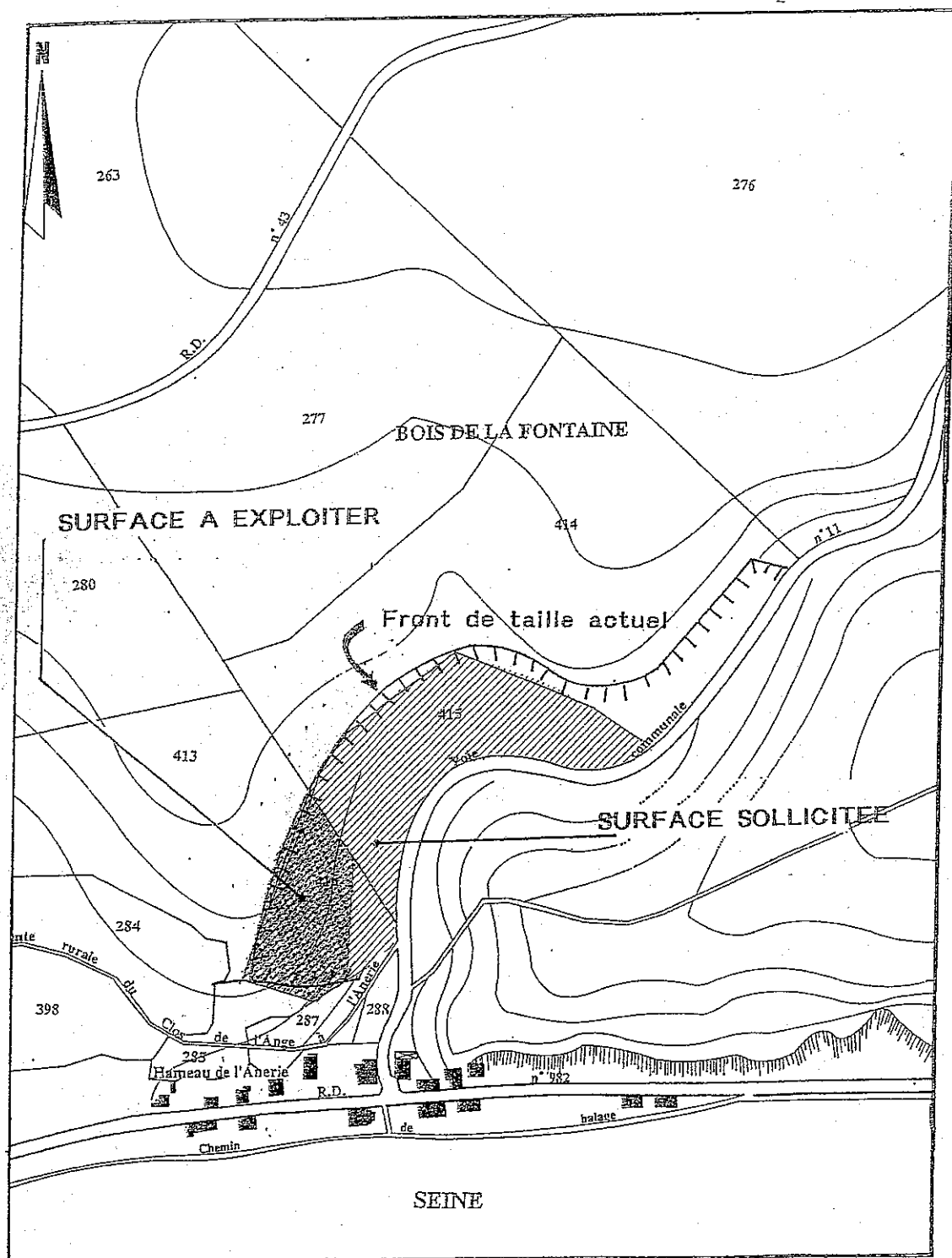
LE PRÉFET,

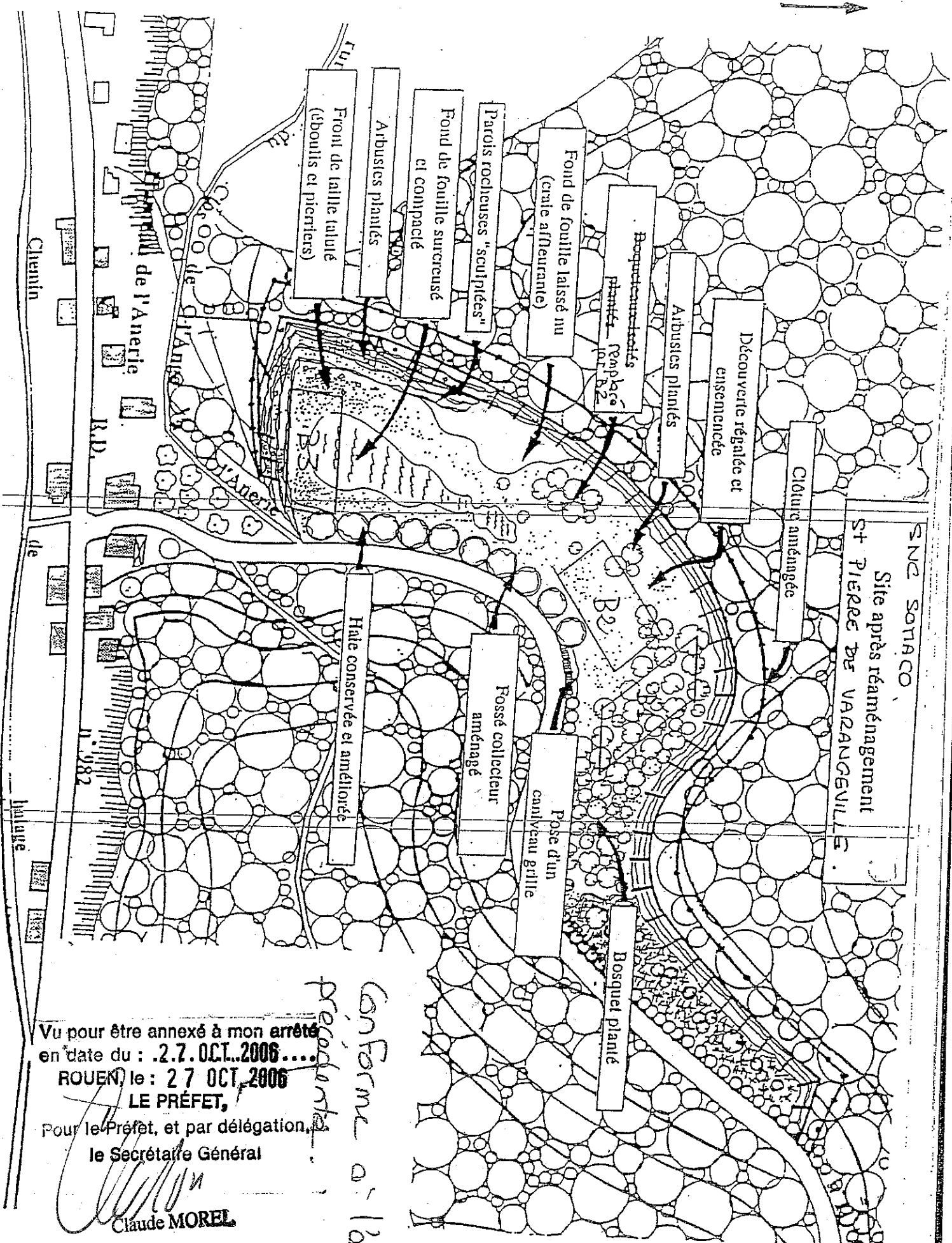
Pour le Préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général

Claude MOREL
Claude MOREL

Situation cadastrale - 1/5.000





SNC SOTACO
Site après réaménagement
St Pierre de VAZANGEVILLE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 27.10.2006....
ROUEN, le : 27 OCT 2006
LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général

Claude MOREL

conforme à l'avis

préfecture